

ADVENIAT REGNUM TUUM

Dieu protège la France?

Mercredi 29 décembre - Ste VICTOIRE

MARDI 22 DÉCEMBRE 1908

# La journée

La Chambre a peursnivi la discussion du projet de loi sur l'augmentation de l'artillerie, puis abordé le budget retour

du Sénat. Le Sénat a terminé le vete du budget de 1909.

La dépouille mortelle du cardinal Le-est est arrivée ce matin à Bordeaux. On attend pour les ebséques un grand nombre d'évêques.

uembre d'évêques.

La belle réunion du personnel de la Maison de la Bonne Presse a produit dans d'impertants milièux pariaiens restés jusqu'ici insensibles à nes precès une

Bion que les organes gouvernemen-taux essayent de faire bonne contenance, les deux élections législatives de dimanche out fast passer un frisson dans les

La persécution poursuit sa marche.
Une instruction est ouverte contre
Mgr Bévelilé, accusé d'avoir favorisé, au
Mans. la reconstitution d'une Congréga-

Une parquisition étrange a été opéréé ans le même but chez M. Gavouyère,

La Cour d'Amiens vient de rendre un important arrêt en faveur d'héritiers collatéraux, dans une action en révoca-

Devant la Cour de Dijon, M. l'avocat général Godefroy, concluant contre l'ins-tituteur Morinot, a retenu à sa charge les propos antireligieux et antimilita-ristes. Il a écarté, comme non suffisam-ment établis les propos immoraux. e C'est, a-t-il dit en terminant, un ignorant qui n'a pas su comprendre ce qu'il lisait. Pour sa famille, il faut le traiter avec pitié. » Arrêt au cours d'une au-dience ultérieure.

avec pitté. » Arrêt au cours d'une au-dience ultérieure.

De violentes manifestations ent en lieu à le Faculté de médecine de Paris, à propes du concours d'admissibilité à l'agrégation de médecine

l'agrégation de médecine

ETRANGER. — Au Sénat italien, une discussion a eu lieu sur les rapports de l'Astriche et de l'Italie. La Tríplice y a été vivement attaquée.

— Le lord-chanceller a lu le discours du Trône pour la clôture de la session du Parlement anglais. Il y est netamment question des affaires des Balkans et de la cession du Congo à la Belgique. . . . .

#### Le farteoil du cardinal Mathien

Il est très avéré que M. l'abbé Frémont a l'intention de poser sa candidature au fauteuil du cardinal Mathieu.
D'autre part, Migr Duchesne, qui est arrivé à Paris la semaine dernière, a terminé depuis plusieurs jours une tournée de visites preparatoires, et fait annon.er qu'il va se présenter au même siège.
Ceux qui ont admiré le désistement plein de dignité de Mgr Mignot et de Mgr Baudrillart en faveur de Mgr de Cabrières, ne pourront que regretter ces compétitions inexplicables.

#### Les biens cultuels de la Lozère

C'est la liste des biens appartenant aux établissements cultuels de la Lozère, qui paraît aujourd'hui à l'Officiel (pp. 8809-818).

## «Le Pèlerin »

Semmaire du 27 décembre 1903

Edition complète

La semaine: Notre deuxieme procès (P. Faron-Vrau). — La pierre qui tourne, conte de Nord (Eugène Muller). — Equipée de légionnaires. — Promenade à travers le monde des nouvelles

note: Engele stutter). — Equippe de legionitaires. — Promendu à travers le inonde des nouvelles.

Roman: L'un misère dorée, par M. Delly, avec une illustration de James.

En Bretagne, au retour de la messe de minuit (dessin de Auer). — Le port de la Guayra. — L'effondaires en marcho. — Quelques cheeux de Noel (page na Lemot).

Lectures de la semaine: Vers Bethièm (F.X. Dobré). — Souvenir de Xoël (Mime Lucle Fè Ilix Faure-Goyau). — La fie Noël (Plerie de Bellerive).

touvelles politiques et agricoics.

Abonnement: Edition ordinaire, un an, 3 francs; un mun arto, 6 fr. 10. Edition de luxe, an an, 10, francs; — Maison de la Bonne Presse. 5. rue Bayerd, Perils, Ville.

iquidateur, sachant que M. Feron-Vrau ne laissera point tomber l'œuvre, cherche à recueillir le plus d'argent possible en faisant dépenser en pure perte tout l'argent qu'il pourra. Selon la consigne il frappe à et les journaux

LILLE, 15, RUE D'ANGLETERRE, 15, LILLE. -

5 CENTIMES

Bureaux -

La presse est unanime à protester con-

personnel de la Maison de la Bonne Presse. Nous nous faisons un devoir comme un bonheur d'enregistrer dans la

Croix toutes ces manifestations en l'hon-neur de la justice et de la liberté.

neur de la justice et de la liberte.
Un' de nos confrères, le Journal de Rouen, organe progressiste, a fait plus que protester contre le jugement qui dépoutile M. Feron-Vrau de sa propriété, et cinq cent soixante-quinze travailleurs de leur gagne-pain; il l'a discuté point par point à la lumière d'arguments définitifs.

C'est cette liscussion que nous met-

tons aujourd'hui sous les yeux du public en tête de notre journal.

au courant de la présse française, cette question : « A qui appartient la *Croix* ? » elle répondrait sans hésiter : « Elle appar-

tient à M. Feron-Vrau. • Il est, en effet, de notoriété publique que depuis de lon-gues années, M. Feron-Vrau. consacre une

grande partie de ses .www.s et bénéfices, qui sont considérah.s, à entretenir des

qui sont consideran a, a entretenr des ouvres catholique, et particulièrement relle qui se la le titre e la « Bonne Presse». Pous diriore volcations que même au temps ed les Assomptimaises étaient propriétaires, directours de rédacteurs de

proprietares, directors of reacteurs de the Croix, M. Feron-Vrau et beauroup d'au-tres comme lui — quoique dans de moin-dres proportions — contribuaient à l'ex-ploitation et à la propagande par des dons

Nous nous souvenous qu'à une époque

une souscription était ouverte en perma-nence dans les colonnes de la Creix pour l'actes du satériel; et une supent des

presses rotativés. Ce moyen, quí n'est pas à la portée de tous les journaux, a doté la

Croix d'une imprimerie de premier ordre,

outillée pour exécuter les travaux les plus variés. Le nombre des travaux, leur exé-

cution, leur bas prix, tout donne l'idécution, leur bas prix, tout donne l'ide d'une imprimerie où l'on va largement et sans se préoccuper . frais de revient.

Lorsque les Assemptionistes furent atteine par la loi, on ne fut pas surpris, dans

la presse, de voir passer la Croix et toutes les publications qui en dépendent aux mains de M. Feron-Vrau. Il était visible

pour tout le monde qu'il avait les moyens d'assumer les lourdes charges d'une œuvre

de propagande. Il semblait, d'ailleurs, d'autant plus qualifié pour prendre la direc-tion de cette entreprise qu'il lui avait cer-

tainement consacré des sommes énormes sous la gestion des Assomptionistes. Au re-

gard du public, ces derniers avaient plu-tôt les apparences d'intermédiaires; l'ar-gent était bien à eux puisqu'on le leur don-

nait, mais le public est toujours enclin à voir, dans les donateurs, un peu du pro-

Quoi qu'il en soit, la Croix et les publica-tions qu'i en dépendent — dont certaines doivent être onéreuses — furent bien

exploitées pour le compte et aux frais de

M. Feron-Vrau, le jour où les Assomptio-

nistes furent partis. M. Feron-Vrau, qui est, propriétaire, à Lille, de la fabrique de fil

de coton pour la couture dont la marque est « Au Chinois » — fil dont l'usage est

courant dans les ouvroirs et dans la clien-

tèle bourgeoise — emploie, comme nous le disions plus haut, une part considérable

de ses bénéfices à la propagande catho-

n'est en droit de critiquer. Il en vaut bien d'autres. Le prince de Monaco fait explo-

rer les profondeurs de l'Océan avec une portion de la redevance que lui sert an-

nuellement la maison de jeu de Monte-Carlo. Le D' Henrí de Rothschild dépense

l'énorme revenu qu'il doit à la maison de banque de la famille à faire représenter des pièces dont il fournit peut-être le scé-

pario. Le jeune Lebaudy, escomptant les millions de son père, se proclame empe-reur du Sahara. Tous les goûts sont dans

la nature La manière dont M. Feran-Vrai

Depuis huit ou neuf ans M. Feron-Vrau

dirige la Croix et les publications qui en

dépendent - il en a même fondé de nouvelles comme la Revue de Défense et d'Or-

ganisation religiouse - et ses fournis-seurs, comme ses confrères, n'ent jameis

douté qu'il en fût le véritable propriétair

puisque c'était son argent qui rétribuait

tes collaborations - sotdait les dépenses. Cependant il n'a pas cessé d'être poursuivi

autant pour la propriété des immeubles où la Croix est installée que pour la propriété

du titre du journal et des publications an-

Assomptionistes étaient visés, au premier chef, par Widderk-Rousseau, comme moi-

qui, dans un pays libre, doit suffire.

an Ludima vant bian out

C'est un usage de sa fortune que nul

particulièren

continuels.

priétaire.

Si l'on pesait à une personne quelc

Il n'y a rien, dans le jugement du tri-bunal de la Seine, qui vienne à l'appui de la théorie d'après laquelle M. Feron-Vrau serait une personne interposée. On fait en vain un argument du crédit que le P. Bailly, Assomptioniste, ancien directeur de la Croix, aurait eu auprès de M. Feron-Vrau pour appuyer des rédacteurs. On cherche inutilement aussi à tirer parti d'une lettre — la seule invoquée dans le jugement — dans laquelle le P. Bailly déconseille l'achat d'une presse. La noto-riété du P. Bailly chez les constructeurs de machines typographiques était telle—
il y semblait même plus in meur que
religieux — que M. Feron-vrau devait
tout naturellement tirer parti de son expé-

Aucun des arguments sur lesquels s'ap-puie le jugement ne tient debout. Il s'agit simplement, par l'arbitraire et le bon plaisir, de faire payer deux fois à M. Feron-Vrau les immeubles et les journaux. Or les immeubles, dans le quartier très riche où ils ont été imprudemment bâtis pour une exploitation habituée à moins de luxe, sont estimés à un prix très élevé.

Il se rencontre des gens pour approuver un tel déni de justice parce que les pour-suites contre M. Feron-Vrau font partie de ce qu'on a appelé « la défense et l'action républicances ». D'autres ne songent pas à s'en émouvoir parce qu'il s'agit d'un catholique s'occupant, à ses frais, de propagande religieuse. De tels raisonnements ne sont pas seulement odieux, ils sont surtout d'une rare imprudence.

Si M. Feron-Vrau, avec son immense fortune visiblement dépensée pour les ouvres de presse de son choix, peut passer pour une persoune interposée, quelle sécurité y aura-t-il dans l'avenir pour des œuvres ou des entreprises qui n'auront pas besoin d'avoir un caractère religieux pour

Stre suspectes?

Dans les questions qui ont été soulevées autant par la loi sur les associations que par le loi de réparation, se publies e su le grand tort de ne voir que le côté religieux. C'était le seul qu'on voulait lui montrer.Or, il y en à un autre qui touche tout le mende, de quelque religion que l'on soit, c'est celui de la propriété. Le public a semblé ne point le distinguer, quoi qu'il apparôt d'une façon assez claire dans les procès sur certains presbytères donnés aux paroisses sous des conditions restrictives formellement exprimées.

Avec le mépris des volontés des dona teurs comme avec le mépris des preuves visibles de propriété, avec les procès où ont succembé les héritiers donateurs de presby ères comme avec le procès dépossé-dant M. Feron-Vrau d'une œuvre que subventionne sa fortune, on crée des précédents dont les radicaux-socialistes, fourriers du collectivisme, sauront tirer profit, On établit une jurisprudence pour la dé-saffectation de la propriété,

## Protestation du Syndicat professionnel des journalistes français

M. de Marolles, président du Syndicat pro fessionnel des publicistes français, nous en-vole la délibération prise par le conseil syn-dical de l'association, le 20 décembre, no s'associant personnellement du fond du cœur, cemme ancien magistrat, aux senti-ments qu'elle exprime :

Paris. 20 décembre 1908.

Paris, 20 décembre 1908.

Le Conseil du Syndicat professionnel des journalistes français, en sa séance du 19 décembre 1908, charge son président de transmettre à M. Feron-Vrau l'expression de sa confratemelle sympathie, et aussi de sa profonde indignation au sujet de l'inique spoliation dont il vient d'être frappé par le jugement du tribunal de la Seine; et en même temps, prie M. le président de demander à tous les Syndicats de presse, sans distinction de couleur politique, de s'associer à cette protestation contre la conséquence d'une décision judiciaire qui porte une atteinte directe au droit esseutiel de propriété en matière de presse.

Nous ne trouvons pas de paroles à la hau-teur de notre grattiude envers le Syndicat professionnel des journalistes français et de son vénère president.

Le comple rendu du Congres général de la lanne Presse a paru. Nous tenuctrons gra-utiement à ceux qui nous en feront la de-

5, rue Bayard, Paris.

#### A partir

du 6 janvier 1909

lire dans la CROIX le touchant roman de M. Delly

qui a obtenu le second prix à nes ligueurs ; cela tient aussi à ce que le | notre dernier concours.

Je viens de recevoir les délégues de mon personnel, m'apportant en hommage l'ordre du jour qu'il a voté à l'unanimité dans sa réunion de dimanche dernier.

ROUBAIX-TOURCOING

de dimanche dernier.

Pour la première fois, mes rédacteurs, mes employés, mes imprimeurs, mes ouvriers, en un mot tout le personnel de la Maison de la Bonne Presse se réunit en déhors de moi, et c'est pour prendre ma défense, pour m'assurer de son attachement et de sa fidélité, pour me procurer la plus grande joie de ma vie, une joie qui me fait oublier toutes mes épreuves.

Je fais remonter à Dieu cette inspiration, je l'en bénis, et je le supplie de permettre que je passe de longues années en compagnie d'aussi fidèles et d'aussi dévoués collaborateurs.

Les témoignages de sympathie que je reçois de la presse, de nos abonnés, de nos lecteurs, de nos évêques me remplissent aussi d'une indicible émotion. Je les remercie du fond du cœur.

Hs me tracent un devoir et je le remplierei : je défondrai avec la dernière énergie les intérêts groupés autour de la Maison de la Bonne Presse avec ceux de la Maison elle-même.

son elle-même.

On trouvera une preuve que je ne me laisse ni abattre, ni même décourager, dans l'apparition d'une nouvelle revue.

Nos lecteurs savent que le Saint-Père va faire parattre, à partir du 1" janvier, un bulletin officiel. C'est pour faire écho à cet organe si nécessaire, et pour apporter notre modeste part à la diffusion des enseignements et des directions du Pape, que parattra, au mois de janvier prochain, une revue mensuelle qui s'appellera u les Actes du Saint-Siège «Son titre indique son programme. Cette revue sera un complément très utile à la « Croix » et à beaucoup de nos publications, pour tous ceux qui veulent conserver les documents si précieux qui nous viennent du Vatican. Cette revue est donc assurée d'avance d'un légitime succès.

A tous, encore une fois, confiance et PATT FEBON-VBAIL

### " Actes du Saint-Siène "

Revue mensuelle paraissant le 8 de chaque mois, format de « Rome », 2 fr. par an pour la France, et 3 francs pour L'Union postale.

Punion postale.
Contiendra la traduction française des documents pontificava publiés par le nouveau « Bulletin officiel du Saint-Siège » (Encycliques, Lettres et Constitutions apostoliques, « Motu proprio » et Brefs du Souvera n Pontife ; décrets ou réponses des dicastères pontificaux, Congrégations romaines, Tribunes et Offices).
Le premier numéro paraîtra le 8 jan-

Le premier numéro paraîtra le 8 jan-vier 1909.

#### Un important arrêt

La Cour d'Amiens vient de rendre un arrêt très important sur la question de savoir si la loi du 13 avril 1908 a supprimé les actions en révocation que les coltatéraux et légalaires universels peuvent exèrcer en vertu de stipulations expresses insérées en leur faveur dans les actes de libéralités faites aux établissements du culte.

libéralités faites aux etaphissements culte.

L'arrêt d'Amiens a donné raison à un collatéral contre l'enregistrement. C'est, à notre connaissance, la première décision rendue en la matière. Les collatéraux qui peuvent invoquer des stipulations expresses et ont des ressources leur permettant de risquer quelques frois, car on ne peut, naturellement prévoir d'une façon certaine dans quel sens se prononcera la Cour de cassation, feront donc bien de ne pas se désister de leurs actions maigré l'insistance du séquestre.

Cet arrêt a été rendu par la cour d'Amiens en même temps que plusieurs décisions concernant aussi des biens du culte et à propos desquelles nous lisons deus la Chronique picarde (17 décembre): Pourquoi dans un très grand nombre de cos affaires, avons-nous vu encoré les revendications catholiques confécts aux avonés des la didéceurs. Singulière tendence, chez les catholiques, de préfèrer, pour défendre des linges d'orde religieux, leurs adversaires à leurs amis.

#### Elranges perquisitions A ANGERS

Samedi, des perquisitions ont été opérées chez M. Gavouyère, doyen de la Faculté libre de droit d'Angers, accusé de complicité dans la prétendue reconstitution d'une Congrégation dissoute.

Interrogé par un de nos confrères, M. Gavouvère lui à fait d'intéressantes déclarations dont nous extrayens ce qui suit.

Is suis par tempérament, peu disposé à prendre ou traquie une afaire si mince ; mais je ne m'en suis pas noins senti cruellement atteint dans ma dignifé d'homme et mes droits de citoyen, en voyant mes papiers d'affords de citoyen, en voyant mes papiers d'affaires, ma correspondance Intine, celle danis qui me consultaient sur leurs effaires de fremille, jusqu'à mon testiment nou clos, nux mètins d'hommes que je sais étrangers, sinon hostiles à mes convictions les plus chères.

M. Gavouyère ajoute qu'il compte bien

M. Gavouyère ajoute qu'il compte bien demander au juge d'instruction si il compte livrer à tout venant ses papiers intines. Puis il conclut :

Puis il conclut:

"Testime qu'une arrastation arbitraire dans la une prote une moins grave atteinte à le liberté d'un clivyen, que l'examen de docunents cu sont consignos ses pensees, les incidents de sa vie intime et qui livrent sa personnaire même et colle des siens. Mais dans la circonstance je ne me vois pas essayont de mettre hors ce ma maison les deux commiscaires et les trois solides gaillards qui l'accompagnaient. Et puis comme ne l'a très bien écrit M respirementaires, en ne se révolte pas tout seul s. Nos parlementaires, en votant, M. Fallières en promulguant les lois que leur envoient les logs, infrom par faire entrer dans l'esport de tois les hornétes gers, que l'exècution de dispositions qui n'ont de la loi que le

#### Poursuitas

TELEPHONE : 672

contre Mgr Léveillé

Une instruction vient d'être ouverte au Mans contre Mgr Léveillé, prélat romain, acousé d'avoir favorisé la reconstitution Congrégation dissoute en louant une maison sise au Mans, rue Tascher, à M l'abbé Bouvier, Capucin sécularisé.

# La leçon

Les deux élections de dimanche dernier dans l'Aveyron et dans Saône-et-Loire semblent faites dans la même circonscrip-tion électorale, tant elles sont impréguées

du même esprit.

Dans l'Aveyron, comme dans Saône-etLoire, comme partout, on voit un danger,
le socialisme unifié et une couverture de ce
danger sous laquelle il grandit chaque
jour; on a soulevé et rejeté la couverture,

jour; on a soulevé et rejeté la couverture, et on a mis le danger à nu.

Dans les deux circonscriptions, on souffre sous un gouvernement radical, comme on souffrirait sous un gouvernement socialiste. On n'a pes à s'en prendre aux socialistes qui n'ont pas le pouvoir, on s'en prend aux radicaux qui le tiennent.

Les radicaux affirment ne pas vouloir d'ennemis à gauche, et prouvent qu'en réalité ils n'en voient pas, puisqu'ils font leurs affaires en tout temps, et qu'en temps d'élections ils donnent leurs voix aux socialistes luttant contre les libéraux ou les progressites. On a montré dimanche dernier aux radicaux qu'ils fermaient les yeux à la lumière, en les mottant en face de l'extrême-gauche, qui les a battus à plate couture.

ture.

L'Action tibérale populaire a, en effet, recommandé l'abstention à ses achérents. Beaucoup ont obéi à la consigne ; pour d'autres, cela a été plus fort qu'eux ; ils n'ont pu s'empêcher de contribuer à battre ceux qui passaient leur vie à les frapper.

Je vous frappe tant que je peux, dissient les candidats radicaux, je vous confisque vos blens, je pétine vos libertés. Von consciences, je m'en meque ; votre foi, je m'on ris. Notes pour moi,

Et les libéraux, et les catholiques ont répondu ; pour quels imbéciles nous pre-

répondu : pour quels imbéciles nous pre-nez-vous ? Non, nous ne voterons pas pour vous. Débrouillez-vous tout seuls avec l'extrême-gauche que vous ne regardez pas comme l'ennemi, et ne comptez pas sur nous que vous traitez chaque jour en en-- Eh I quoi I vous êtes donc pour le

— Eh! quoi! vous êtes done pour le pire ? reprennent les radicaux. — Et vous donc! étes-vous pour le mieux quand vous faites chaque jour appel au pire pour nous opprimer, et qu'entre un extrême-gauche et nous, vous n'hésitez pas, vous votez pour l'extrême-gauche? Non, nous ne sommes pas pour le

Non, nous ne sommes pas pour le pire. Mais pourquoi faites-vous que nous ne voyons pas nire que vous?

# Un père de famille contre un instituteur anticlérical et antipatriote

Devant la Cour de Dijon, M. Pavocat général Godefroy conclut contre l'instituteur Morizot - a C'est un ignorant, dit-il, mais pour sa famille il faut lui accorder quelque pitié. »

Hier, devant la Cour d'appel de Dijon, présidée par M. le premier président Cunis-set-Cernot, M. l'avocat général Godefroy a donné ses conclusions dans le procès in-tenté par un père de famille, M. Girodet, à M. Morizot, l'instituteur anticlérical et an

M. Morrot, Instituteur autherier of all patriole.

Le représentant du ministère public s'est étonné d'abord du retentissement auquel a donné lieu cette affaire dans le monde politique et dans celui de l'enseignement.

politique et dans ceiui de l'enseignement.

La Cour, dit-il, n'a fait qu'appiquer au cas
special des instituteurs les règles imposes l'ur la jurisprudence aux autres cattégories de fonctionnaires publics ayant commis
des faures grossères dans l'exercice de leurs
fonctions. L'intervention des pères de famille
demandant compte à l'instituteur des fautes
lourdes au'il a pu commettre dans l'enseignement est conforme à la tradition républicaine la plus pure. Elle a été prèvue par la
loi du 5 nivôse, an Il.

Cost es que nous n'avons cessé de sou-

came la plus pure. Elle a ete prevue par la loi du 5 nivôse, an Il.

Cest ce que nous n'avons cessé de soutenir dans la Croix.

M. Godefroy s'attache à demontrer que l'application du droits commun aux instituteurs n'a rien de dangereux pour leurs intérêts.La jurisprudence ne compromet en rien l'indépendance des fonctionaires dévoués à leurs devoirs et respectueux de leurs fonctions.

Parlant de la peutralité scolaire à laquelle tiennent par-dessus tout Jules Ferry, Ferdinand Buisson et Paul Bert, qui ont été les grands réformateurs de notre enseignement primaire. l'avocat général dit qu'il est nécessaire qu'elle existe.

— A la dernière audience, dits!, Me Ision.

dit qu'il est nécessaire qu'elle existe.

A la dernière audience, divil, M. Ere,
cetenseur de M. Morizot, a plaide que esto
neutralité ne pouvait exister ; que l'instituteur devait ère maint de son enseignement
sous prine de le voir annihile.
Théorie faisque ! Théorie qui va à l'encontre des idées des createurs de l'eusegnement
moderne. Ils ont voilu que l'instituteur ne
pût, en aucun cas, être juge du sentiment revoilé la pourralité, et il suffit au mettre de
se poser ce te question telle que la formulait

se poser ce te question telle que la formulait Jules Ferry: « Demandez-vous oujours al un père de famille pourrait refuser son as-sentiment aux matières que vous enseignez». Le « Credo » de l'enseignement laique pri-

CENTIMES

- (POUR PARIS : 5, rue Bayard, 5)

maire doit être qu'on ne peut enseigner que des vérités élémentaires et à la porte de très jeunes intelligences.

Dans le lettre écrite au ministère public et qui a été versée nux débets — M. l'inspecteur Delavoix reconnaissait lui-même qu'un instituteur ne saurait, par exemple, avoir des idées antimilitaristes sans manquer à la neutralité.

L'avocat général étudie, ensuite, en dé-tail, les faits de la cause: Qu'est-ce que Morizot?

Un antisocial, un hervéiste, un apôtre des doctrines néfastes répandues par des cerveaux malades?

On a crée, diell, cette légende de l' «ignoble, de l'infâme Morizot ». En réalité, Morizot rement et simplement un tiplocana.

rement et simplement un ignorant.

El M. Godefroy cite des extraits des devoirs donnés par Morizot à ses élèves, où il est question des « Droits de l'homme » et du respect des idées et des opinions d'autrui, Mais îl ressort de l'enquête et de la contre-enquête que cet instituteur est d'une valeur professionnelle médiores. Son avocat lui-même a du reconnaître qu'il manquait de tact et de discernement.

C'est, dit M. Godefroy, un pédant qui a nat digéré certaines lectures et les a mai comprises.

mad digéré certaines lectures et les a mai comprises.

Telle est, d'après lui, la note justa. Il ne retient pas les faits d'emseignement immoral reprochés à Morizot. S'ils étaient bien établis, autrement que sur des témoignages d'enfants au-dessous de 13 ans, ils conduiraient leur auteur devant une autre juridigiton. Mais il y a doute, parce que contradictions.

M. Girodet aurait dû porter plainte immédiatement devant l'autorité académique. Il est sans doute d'une entière bonne fei, mais, dit l'avocat général, il a mis une certaine passion dans ses pourauites. Et les témoignages des enfants ont pu s'en reasentir.

témoignagea des enfants ont pu s'en resentir.

Il s'agit d'apprécier si l'enseignement de l'instituteur sur « la différence qui peut exister entre l'homme et la vache » a le caractère d'une faute lourde, grossière, ou si elle lombe sous le coup des peines prévues pour les délits de droit commun.

Le ministère public dit que l'opportunité d'un tel enseignement était discutable. Mais les enfants n'ont-ils pu dénaturer inconsciemment la forme donnée à la question posée par le maître? Les griefs d'immoralité ne peuvent être retenus; non plus que ceux relatifs à la religion, tels « qu'il vau mieux se confesser à qui l'on a fait tort qu'au curé ».

Certes, si de tels propos étaient bien établis, ils violeraient la neutralité; mais l'enquête n'a pu fiver ces points. Ils doivent donc être tels qu'ils ont êté rapportés par les débuts, laisaés à l'appréciation des magistrats de la Cour qui jugeront en toute indépendance.

Cependant le ministère public partage

gistrats de la Cour qui jugeront en toute indépendance.

Cependant le ministère public partage l'avris du tribunal des conflits sur les propositions antireigreuses reprochées à Morizot : il y a eu faute lourde, manque de tact, absence de discernement. Restent les propos antimilitaristes. S'ils ont été tenus devant des enfants, il y a plus qu'une faute grossière et une insanité, il y a crime contre la patrie. Or, dit M. l'avocat général, il ressort nettement des débats que ces propos ont bien été tenus. Morizot n'a pas cherché un instant à les nier; il s'est borné à leur chercher une excuse en reportant, par exemple, celui que « les soldats français étaient des voyous et des laches » sur les soldats du premier Empire. Il a dit aussi qu'il avait puisé les données de cet enseignement spécial dans le Manuel de M. Perrier, L'Eccle du citogen

M. Godefroy lit à la Cour les pages citées

M. Godefroy lit à la Cour les pages citées par l'instituteur et montre qu'il na pas su en comprendre l'esprit. Avec éloquence, il s'élève contre un en-seignement qui aurait pour but de rabais-ser nos gioires nationales.

seignement qui aurait pour but de rabeiser nos gloires nationales.

— Cette époque du premier Empire, dit-il, fut après tout glorieuse, et il faut appreadre aux jeunes républicains à la respecter parce que les soldats de Napoléon répandatent dans toute l'Europe les grandes idées de la Révolution. Ne renions pas plus la France de nos rois que celle de l'Empire.

L'honorable organe du ministère public fait des citations empruntées à divers auteurs sur ce qu'étaient ces héroiques jeunes gena, qui, en 1814, designés sous le n m de « Marie-Louise », savaient nourie comme les vieux grognards pour le drapeau, qui marchaient à l'ennemi sans même aavoir charger le fusit qu'on leur avait conflé.

Morizot a dénature les idées exprimées par M. Perrier dans son Manuel. Il n'y a rien compris, et le ministère public estime qu'un homme manquant à ce point de jugement ne peut rester dans l'enseignement.

La Cour dra que Morizot n'est ni un antisocial ni un educateur immoral, mais elle dira que c'est un maître ignorant. Ét dans ses conclusions, M. Godefroy demande à la Cour d'émettre un arrêt de modération et de pacification, il faut que l'opinion se ressaisisse. M. Dessoye, au Congrès de la Lique de l'enseignement dont il est présideul, a reconnu que de grosses fautes avaient été commisses, et bien qu'il n'ait pas Insue de l'enseignement dont il est pressi-deul, a reconnu que de grosses fautes avaient été commises, et bien qu'il n'ait pas été toujours bienveillant pour la Cour de Dijon, il y a lieu de retenir son aveu. En terminant, le ministère public im-plore la pitié en faveur de Morizot, afin-se qu'il garde à droit à la retraite propor-tionnelle poux «s dix-neuf ans de services.

C'est un malheuruex, dit-il, dont la place n'était pas dans l'enseignement. En le ren-dant à la vie sublique, ce sera un service à rendre aux institueurs qui savent comprendre leur mission, à la Republique et à la démo-

L'arrêt sera rendu à une date ultérieure.

# La mort cardinal Lecot

Ainsi que nons l'avons annoncé, les obsèques sont définitivement fixées à lundi.

Le défunt, selon sa volonté, sera porté sur un char très simple de la 7 classe. Il n'y aura ni fleurs ni courones.

Afin de donner plus d'ampleur au cortège et de faciliter sa formation, il ne suivra pas un tineraire direct, et il fera un crochet pour se rendre de l'église Notre-Dame à la cathé-deale.

le cardinal Luçon, archevêque de Reims,

Le cardinal Luçon, archevêque de Reims, présidera. Le panégyrique sera prononcé par Mgr Rumeau. Le caveau du cardinal sera très simple et fermé d'une pierre tombale sans ornementa. De nombreuses dépéches de prélats conti-nuent à arriver à l'archeveché.

M. l'abbé Demeuran, aussitôt après l'arri-vée à Lyon, s'est rendu directement à l'archa-